

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Une-amende-de-25-millions-de-dollars-pour-les-bananes-Chiquita-pour-avoir-finance-des-paramilitaires-en-Colombie-Pas-de-coupables>

L'année de la vérité.

Une amende de 25 millions de dollars pour les bananes Chiquita pour avoir financé des paramilitaires en Colombie. Pas de coupables.

Date de mise en ligne - mardi 18 septembre 2007

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La justice des États-Unis a imposé cette sanction à la multinationale pour avoir donné de l'argent aux "groupes narco- paramilitaires" des AUC - y compris après les attentats des Tours Jumelles-, mais elle a décidé qu'aucun de ses dirigeants n'iraient en prison. Et a interdit de révéler leurs noms. Le Gouvernement colombien se déclare "perplexe" par ce jugement.

[Semana.](#)

La Colombie, le 17 septembre 2007-

[Leer en español](#)

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/gif/doc-759.gif>] Un tribunal fédéral a accepté ce lundi un accord entre le Département de la Justice et **Chiquita Brands International Inc.** qui impose une amende de 25 millions de dollars à la compagnie pour les versements qu'elle a effectués à des groupes "narco-terroristes" en Colombie, selon l'expression du juge. Bien que le montant est élevé, le jugement laisse un goût profond d'impunité puisque l'accord stipule qu'aucun des dirigeants de la compagnie n'ira en prison. Et plus encore : la justice a protégé les dirigeants qui ont donné l'argent aux 'para' (paramilitaires) après avoir bloqué la possibilité leurs noms soient connus. Ils ne seront pas l'objet de poursuites pénales.

Cela signifie que les identités des personnes qui ont financé les 'paras' - comme il a été vérifié dans le procès - qui l'ont fait même après les attentats aux Tours Jumelles quand les AUC étaient déjà considérés comme un groupe terroriste, resteront secrètes

Plusieurs éditorialistes étasuniens ont considéré qu'une décision semblable est "scandaleuse" puisque n'importe qui peut apporter de l'argent à un groupe terroriste et "simplement après parvenir à un accord économique" qui lui permet l'impunité.

Dans la nuit de ce lundi au programme *Hora 20* de *Caracol Radio*, le chancelier Fernando Araújo, s'est au nom du Gouvernement colombien, déclaré "perplexe" par le fait qu'aucun des responsables ne va en prison.

Le juge de district Royce C. Lamberth a approuvé l'accord qui avait été scellé en mars et qui prévoit aussi un délai probatoire de cinq ans pour l'entreprise. Il s'agit de la plus grande amende imposée sous les lois antiterroristes aux États-Unis.

Le Département de Justice a exposé dans un document publié la semaine passée qu'il a décidé de ne pas présenter d'accusations contre les 10 dirigeants de l'entreprise comme partie d'accord. La décision a été prise "en se basant seulement sur les mérites et les évidences" qui pesaient contre eux, a déclaré un porte-parole du département d'Etat le 12 septembre.

Dans sa défense, Chiquita a exprimé dans une audition judiciaire vendredi qu'elle a été obligée d'effectuer les paiements puisque elle agissait seulement pour garantir la sûreté de ses travailleurs.

"Chiquita a subi une extorsion", a dit l'entreprise. "Les menaces que subissait Chiquita étaient très réelles, aspect

que le gouvernement ne ... contredit pas ".

Chiquita a volontairement révélé les accords au Département de Justice en avril 2003. A l'époque elle avait déjà payé pendant 15 ans.

La compagnie bananière a admis qu'elle a payé près de 1,7 million de dollars entre 1997 et 2004 aux Auto-défenses Unies de la Colombie (AUC). A noter que le gouvernement des États-Unis a désigné les AUC comme un groupe terroriste en septembre 2001.

Une histoire d'une relation dangereuse

Une réunion en 1997 entre Carlos Castaño, chef de l'époque des AUC, et le gérant général de Banadex, filiale de la multinationale bananière Chiquita Brands, fut le commencement d'une relation criminelle qui, selon la multinationale, l'a aidé à protéger la vie de ses travailleurs, mais qui pour les paramilitaires a été déterminante dans la "pacification" sanguinaire de l'Urabá antioqueño et dans son expansion dans le reste du pays.

Depuis lors et jusqu'au 4 février 2004, la compagnie bananière a effectué une centaine de paiements aux paramilitaires, qui se montent à plus de 1,7 million de dollars ce qui l'a transformée en l'un de ses principaux partenaires.

En plus, le 7 novembre 2001, *Banadex* fut responsable du déchargement et du stockage pendant quatre jours de 3.400 fusils AK-47 et quatre millions de cartouches calibre 7.65, dans une affaire retentissante de trafic d'armes du Nicaragua aux AUC colombiennes. Castaño se référerait à l'admission de cette contrebande comme son "meilleur but" et comme le fait décisif pour s'imposer militairement. Cela est arrivé dans la zone douanière spéciale que durant des années la *Banadex* a contrôlé et qui l'a obtenu grâce au paiement d'un pot-de-vin aux fonctionnaires de la Dian.

Ces faits ont été pleinement confirmés par la Justice des États-Unis et qui maintenant sont clos avec la millionnaire amende. Cependant, au-delà de la sanction, le cas de *Chiquita* inaugure des révélations sur la responsabilité du secteur privé et la portée de la domination paramilitaire dans de grandes zones de la Colombie. De la même façon qu'il existe une *para-politique*, ce cas a révélé comment a existé un *para-entrepreneuriat*. Cependant, dans le cas de la *para-politique* tous ses protagonistes ont reçu une sanction sociale parce que leurs noms ont été exposés à la lumière publique. Dans ce cas particulier, ils ont simplement payé pour que cela n'arrive pas.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi